



المملكة المغربية  
Royaume du Maroc  
ROYAUME DU MAROC



وزارة اعداد التراب الوطني و التعوير و الإسكان و سياسة المدينة  
Ministère de l'Aménagement du Territoire National,  
de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville  
وزارة التراب الوطني و الإسكان و سياسة المدينة

الاراضي العربية  
Arab Land Initiative

# Troisième Conférence Arabe sur le Foncier

Du 18 au 20 février 2025 à Rabat, Maroc

## Contexte :

La Conférence Arabe sur le foncier est un événement régional clé qui rassemble les parties prenantes pour aborder les défis et les opportunités de la gouvernance foncière dans la région arabe. Elle se concentre sur la promotion d'une gestion durable des terres, l'amélioration de l'accès aux droits fonciers et la promotion de la collaboration entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organisations internationales. Après le succès des éditions précédentes de Dubaï 2018 et du Caire 2021, la troisième édition sera une plate-forme pour mettre en valeur les expériences des pays, présenter de nouvelles recherches, partager des connaissances, favoriser un engagement de haut niveau pour améliorer la gestion foncière, autonomiser et développer les capacités des acteurs fonciers de la région, et promouvoir la collaboration et la coordination dans le secteur foncier.

## Objectifs de la Conférence :

La Conférence est une étape importante dans la promotion de la bonne gouvernance foncière permettant la réalisation des progrès sociaux, économiques, environnementaux dans la région arabe. Elle vise à promouvoir le partage des connaissances, des bonnes pratiques et des outils innovants, à renforcer les capacités et à encourager la collaboration et la coordination entre les acteurs du secteur foncier. Elle offre une plateforme pour discuter des expériences des pays, présenter de nouvelles recherches scientifiques, orienter les investissements durables et enfin, favoriser un engagement de Haut niveau pour améliorer le secteur foncier.

## Thématiques de la Conférence :

Le thème général de la conférence est "Le Foncier au Cœur des Enjeux Contemporains : Investissement, Résilience et Innovation"

Les principaux sous-thèmes sont :

1. Innovation dans le secteur foncier pour des investissements et des logements durables
2. La gestion du foncier en temps de crises (urbaines, climatiques, conflictuelles...)

3. Les femmes et le foncier
4. La mobilisation du foncier au profit du développement rural.

Les sessions techniques seront animées par les partenaires et s'articuleront autour des thèmes suivants définis à titre indicatif :

1. Innovation et solutions intelligentes pour la gestion foncière, l'enregistrement foncier et les investissements durables
2. Solutions en matière de logement, de foncier et de propriété pour les personnes déplacées et les situations de crises
3. Les femmes et le foncier
4. Foncier pour logements et la gestion des bidonvilles
5. Foncier pour la sécurité alimentaire et l'action climatique
6. Libérer le potentiel du secteur privé
7. Solutions de financement pour le foncier

#### **Partenaires d'organisation :**

Le Royaume du Maroc accueillera la troisième Conférence Arabe sur le foncier à Rabat du 18 au 20 février 2025. La Conférence est organisée par le Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, ONU-Habitat, le Réseau Mondial des Outils Fonciers (GLTN) et l'Initiative Arabe sur le Foncier, en partenariat avec la Ligue des États Arabes, la Commission Économique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie Occidentale (CESAO), la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Banque mondiale, le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ), l'Agence Néerlandaise pour les Entreprises (RVO) ainsi que les acteurs institutionnels concernés par le secteur foncier au Maroc.

#### **Aperçu du programme**

La Conférence comprendra des sessions d'ouverture et de clôture, trois sessions ministérielles/de haut niveau et deux autres sessions plénières qui porteront sur le rôle de la société civile et de la jeunesse.

Les autres sessions se dérouleront en parallèle entre les sessions techniques et celles dirigées par les partenaires. Ci-dessous un draft du programme provisoire de la Conférence :

Time	DAY 1 TUESDAY 18 Feb 2025			DAY 2 WEDNESDAY 19 Feb 2025			DAY 3 THURSDAY 20 Feb 2025	
8:00	Registration	Partner-led Session 1	Partner-led Session 2	Registration	Partner-led Session 5	Partner-led Session 6	Youth & Land Breakfast	
8:30								
9:00								
9:30	Break			High Level Session3: Women and Land				
10:00	Opening						Partner-led Session 10	Partner-led Session 11
10:30								
11:00	Break			Break			Break	
11:30	High Level Session 1: Land sector innovation for sustainable Investments and housing			Technical session 5	Technical session 6	Partner-led Session 7 / Roundtable of Heads of Land and Property Registration Offices	Partner-led Session 12	Partner-led Session 13
12:00								
12:30				Break			Break	
13:00	Break			Break			Break	
13:30	High Level Session 2: Land management in time of crisis			Technical session 7	Technical session 8	Partner-led Session 8	Partner-led Session 14	Partner-led Session 15
14:00								
14:30				Break			Break	
15:00	Break			Break			Break	
15:30	Break			Break			Break	
16:00	Technical session 1	Technical session 2	Partner-led Session 3 / Localizing land solutions - Mayors and Local Authorities Talk	Technical session 9	Technical session 10	Partner-led Session 9	Closing	
16:30								
17:00				Break				
17:30	Break			Break				
18:00	Technical session 3 [Room: TBC]	Technical session 4 [Room: TBC]	Partner-led Side Session 4	Civil society assembly				
18:30								
19:00								

## Les sessions techniques :

Les experts et les praticiens peuvent soumettre des articles techniques qui seront discutés lors de la Conférence. Les soumissions reçues seront examinées et sélectionnées par un comité scientifique. Les articles sélectionnés seront présentés lors de sessions techniques, regroupés par thème et seront publiés sur le site Web de l'Initiative Arabe sur le Foncier après la Conférence. L'appel à communications techniques sera ouvert de fin septembre à mi-novembre 2024. Des informations détaillées sur la démarche de préparation et de soumission d'un article technique et sur le processus d'examen et de sélection sont décrites sur la page de la Conférence du site Web de l'Initiative Arabe sur le Foncier.

## Les sessions animées par des partenaires

Les institutions et organisations intéressées peuvent soumettre des propositions de sessions à organiser lors de la Conférence. Ces sessions d'une durée d'une heure et demie abordent un sujet spécifique lié aux thèmes de la Conférence. Elles sont dirigées en termes de préparation, de contenu, de mobilisation des intervenants et d'animation par

la ou les organisations soumissionnaires. Les propositions de sessions dirigées par les partenaires sont acceptées entre fin septembre et mi-novembre 2024. L'examen et la sélection des propositions seront effectués par les organisateurs avant fin décembre. Les créneaux horaires seront attribués en janvier 2025. Une salle avec interprétation simultanée (anglais / français / arabe) sera mise à disposition gratuitement pour ces sessions. Des informations détaillées pour les partenaires sur la démarche de proposition d'une session et sur le processus d'examen et de sélection sont décrites sur la page de la Conférence du site Web de l'Initiative Arabe sur le Foncier.

### **Aspects logistiques**

La conférence se tiendra à Rabat, au Maroc, du 18 au 20 février 2025, dans le centre de formation du ministère de la Justice à Technopolis, Salé. Les participants sont invités à prendre leurs propres dispositions concernant le visa, le voyage et l'hébergement. Le parrainage n'est pas fourni par les organisateurs, sauf accord explicite. Une note logistique détaillée pour faciliter les préparatifs de la participation à la conférence est disponible sur le site Web de la conférence.

### **Participation**

La conférence est ouverte pour une participation à la fois en personne et en ligne, tandis que les intervenants et les présentateurs sont tenus d'y assister en personne. Les participants intéressés peuvent s'inscrire via le lien fourni sur la page de la conférence du site Web de l'Initiative Arabe sur le Foncier. L'acceptation des participants en personne sera examinée et confirmée par les organisateurs. Environ 300 participants en personne et 1 000 participants virtuels issus des délégations ministérielles et gouvernementales, des professionnels du foncier, de la société civile, d'ONG, d'universités, du secteur privé et d'organisations internationales sont attendus à la conférence. Les principaux documents de la conférence seront fournis en trois langues : anglais, français et arabe et toutes les sessions bénéficieront d'une interprétation simultanée dans les trois langues.

### **Plus d'informations**

Des informations supplémentaires sur la troisième Conférence Arabe sur le Foncier sont disponibles [ici](#). Des informations sur [la deuxième Conférence Arabe sur le foncier](#) et sur la [première Conférence Arabe sur le Foncier](#) sont disponibles sur les pages Web respectives.

### **Contacts**

Contactez les organisateurs en écrivant à [unhabitat-arablandinitiative@un.org](mailto:unhabitat-arablandinitiative@un.org)

Annexe 1. Recommandations de la deuxième Conférence Arabe sur le Foncier

Annexe 2. Déclaration de la première Conférence Arabe sur le Foncier

# Emerging recommendations Second Arab Land Conference

22-24 February 2021 – Cairo,  
Egypt

Land is a source of livelihood, identity, and power. Addressing land issues through good land governance underpins the achievement of inclusive and sustainable development, peace, stability, and human rights in the Arab region. This document aims at summarising some among the most pressing recommendations emerging from the different sessions of Conference towards the achievement of good land governance in region. More detailed information on the challenges and recommendations have been included in the event report.

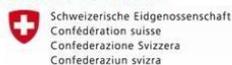
- The **humanitarian-development-peace nexus approach** should be applied to the land sector to enhance peace building efforts.
- **Land administration needs to be reformed** to address current and future economic, social and environmental challenges faced by the region, including climate change, land degradation, water scarcity, conflicts over land resources, and unregulated urbanisation.
- **Property registration and related legal frameworks need to be reformed and modernized** by automating and updating land registration processes, providing e-services, allowing private sectors and banks to access data regarding land. Land registration should allow flexible and pragmatic approaches as opposed to strict millimetre accuracy followed by surveyors. **Centralized electronic and digital archiving systems** of proof of land and property ownership need to be set up, especially in areas affected by conflict and in zones of return and reconstruction.
- The **adoption of fit-for-purpose land administration approaches** is needed to speed up process that are slow, expensive and not accessible to most of the people, including the adaptation of **blockchain technology to improve transparency in land transactions**. Technology needs to be accompanied by institutional strengthening, capacity development and legislative reform to ensure it brings the expected benefits.
- **Customary land tenure and land use systems** need to be recognised and gradually incorporated into the formal legal system. Policies related to pastoralism needs to be recognized.
- **Planning and land use planning** should be supported by flexible and modern land administration and should be forward looking to adapt to the rapid demographic changes and environmental considerations in the region.
- **Women's housing, land and property rights need to strengthen** by protecting women's inheritance rights, and by promoting the use of marital contracts and joint ownership at the time of marriage. Further, intervention should aim at increasing women's awareness of their rights and of the procedures to claim them, and at supporting the (re)issuing of civil documentation needed to formalise housing, land and property rights – especially in contexts of displacement. Review literature that looks at women's access to land is needed to fill the gap, provide evidence, and build better targeted interventions.
- **Women should play a more active role in land administration and land management and must be included in peace-building efforts** related to housing, land and property rights to ensure durable solutions can be achieved.
- **New national housing plans need to be developed** to accommodate the increasing population. To do so, governments must

collaborate with the private sector, international organizations and international banks.

- **Private sector participation** in all areas of development, as well as of the business community, needs to be promoted to achieve the SDGs.
- **Land-based financing needs to be incentivized** for effective local governance and for supporting the provision of infrastructure and public services. All stakeholders, particularly beneficiaries need to be involved in the process.
- Applying land-based finance policies to improve access by low- and lower-income groups to **land for affordable housing** needs to be balanced with measures to ensure that such housing remains affordable in the medium to long term.
- **Tenure security needs to be ensured before starting reparation.** Coordination with legal actors to protect the rights of IDPs and refugees is required, as well as working at the institutional level in terms of promoting laws that protect the rights of refugees and increasing awareness and understanding of their rights.
- **Transitional land administration mechanisms** need to be put in place to enable post-conflict recovery and reconstruction while protecting the housing, land and property rights of displaced people, returnees and vulnerable communities.
- **Interventions and initiatives in conflict settings need to be upscaled** to include and to protect the rights of Bedouins, pastoralists, refugees, and ethnic minorities, by following a human-rights based approach that is inclusive to all.
- **Academia's role** in coordinating actions between private and public partners, between national and local institutions and organizations, and to re-establish the link between science, research,

policy development and policy making need to be strengthened.

- **Capacity development strategies** need to be developed along with national strategies on land governance allowing youth and women to actively contribute.
- **Youth need to be actively involved into land related policy making processes.** Governments need to work on making land management more accessible by providing tools for economic empowerment, and legal enactments that enhance the access of youth to information and decision-making process.
- Decision makers and civil society **advocating for policy reform** and addressing land rights within the Islamic laws should be aligned to reach the desired improvement.
- **Monitoring systems for land issues** need to be put in place to enable timely responses and informing future strategies. The collection of land data through comparable indicators needs to be upscaled made more accessible by improving the collaboration between different governmental bodies, governments and other stakeholders in the data ecosystem.



## Dubai Declaration on Land Governance in the Arab States

We, the participants of the first Arab Land Conference, representing governments, private sector, civil society, academia, professionals, international and regional organizations, and relevant stakeholders, gathered in Dubai, United Arab Emirates to exchange knowledge, promote regional cooperation, and develop capacities and innovation in land governance and real estate reform to promote the social and economic development in the Arab region:

1. Acknowledge the importance of land within the global agenda, including the Sustainable Development Goals, the New Urban Agenda, the Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fishery and Forestry in the Context of National Food Security, and the opportunity to advance land reform at both regional and country levels;
2. Highlight the need to modernize land administration, management and governance in the Arab States to ensure full protection of property rights, promote social and economic development, investment and diversification of the economy, facilitated improved service delivery, and to ensure the sustainable use of land resources for this and next generations.
3. Identify the most pressing land-related challenges currently facing the Arab region: (a) the need for full protection of property rights for the all segments of the population; (b) conflict over land use and land-related resources from different social and economic groups; (c) lack of affordable access to land for women, youth, and marginalised communities; (d) weak land tenure security for vulnerable urban and rural populations, people affected and displaced by armed conflicts, and economic migrants; (e) insufficient and ineffective land administration processes and practices; (f) need for improved capacities of regional and locals institution to deal with land governance challenges in a holistic and integrate manner to ensure sustainable management and use of land and natural resources;
4. Advocate for an active role of Arab regional and national organisations including research centres, universities, professional organisations, intergovernmental bodies, government departments, civil society organisations and other stakeholders, in development of capacities and facilitate knowledge exchange on land and real estate governance and administration;
5. Recommend and promote sustainable and inclusive real estate and sustainable business and investment models that cater to the needs of all inhabitants of present and future generations in the region while respecting the environment;
6. Encourage governments and other stakeholders to address land-related issues for the prevention and mitigation of violent conflicts, and for stabilization, reconstruction, and durable peace;
7. Advocate for the protection of land and property rights of displaced persons and refugees to allow for their safe return to their homes and properties and to sustain the peace;
8. Call for the concerted efforts of governments, civil society, and other actors towards the protection and promotion of women's land and property rights;
9. Highlight the need of utilizing new technologies for more modern, efficient, transparent and inclusive land and real estate administration;
10. Stress the importance of collecting gender and age disaggregated comparable data on

land to promote informed and evidence-based decision making and policy formulation and to report progress on land-related targets;

11. Call for cooperation among countries in the region on the land governance and real estate sectors, building on successful models and lessons to bridge the gap between countries.
12. Reaffirm the central role of the private sector in development and the call for governments to partner with private sector to develop inclusive land markets that will meet the needs of all segments of the society;
13. Stress the importance of collaborating with civil society in achieving sustainable and inclusive land and real estate governance, including through the promotion of group rights for pastoralists and indigenous communities;
14. Finally, we call for continuing this effort by promoting and deepening knowledge sharing, joint research, and capacity building among Arab States to further develop the land governance and real estate reform to benefit all the people of the Region. With this spirit, we call for this conference to be organized every two years and for thematic work being done in preparation for the conference of key land and real estate-related topics, including capacity and knowledge development activities.

We thank the Dubai Land Department, the Global Land Tool Network, UN-Habitat, the World Bank, the League of the Arab States and the Arab Union of Surveyors for organizing the first ArabLand Conference and commit to provide continuous support to the Arab land governance initiative.

Dubai, 27 February 2018

